

# Lauvergeon au cœur de la batai

## Divorce. Le retrait de Siemens ouvre une période périlleuse pour la présidente d'Areva.

PAR PATRICK BONAZZA

«**V**ous vous êtes comporté comme un mari qui annonce à sa femme qu'il la quitte en lui laissant un mot sur la table de la cuisine.» Anne Lauvergeon ne fait pas dans la dentelle. Ce n'est pas le genre. La présidente d'Areva a réagi sans détour quand Peter Löscher, le grand patron de Siemens, lui a signifié, dans la soirée du 21 janvier, qu'il rompait leur alliance dans la production de centrales nucléaires, les fameux EPR censés envahir la planète. Pour «Atomic Anne», qui ne cessait depuis des années de vanter la solidité et l'exemplarité de sa relation avec l'entreprise allemande, cette annonce-surprise est une catastrophe. Ne vous avisez pourtant pas de le lui faire reconnaître. Cette femme a du répondant. Son seul problème, maintenant, et il est de taille, c'est qu'elle manque de crédit. Au sens propre: en plein boom nucléaire, Areva est à court d'argent. Comme au sens figuré: son actionnaire l'Etat, qui, certes, depuis plusieurs années agit à la légère, a de plus en plus de mal à la comprendre.

C'est peu dire que la défection de Siemens a pris de court la «femme la plus influente du monde», comme aiment à la décrire les magazines anglo-saxons. L'ancien sherpa de François Mitterrand, rompu aux subtilités de la géopolitique, n'a pas vu venir le coup. Les Allemands, il est vrai, ont bien caché leur jeu. Il y a quelques semaines encore,

ne vantaient-ils pas la qualité de leurs relations avec Areva? Au point que Lauvergeon a oublié une échéance pourtant capitale: dans le pacte conclu en 2001 entre Areva et Siemens, les deux entreprises pouvaient se séparer à partir de la fin janvier 2009. Un petit mail de Peter Löscher et le divorce a été consommé. Siemens demande à Areva de reprendre les 34 % qu'il possède dans la société (Areva NP) produisant les réacteurs nucléaires. Le 22 janvier, lendemain du mail fatal, le patron de Siemens a fait le voyage de Paris pour rencontrer Anne Lauvergeon au siège d'Areva, rue Lafayette. Une entrevue d'une heure à coupleux tirés.

**Que s'est-il passé?** Les Allemands ont perdu patience et confiance. Se sentant à l'étroit, ils auraient bien voulu se renforcer dans Areva. Lauvergeon a même essayé de vendre aux pouvoirs publics l'idée de transformer les 34 % de Siemens dans Areva NP en 15 % dans le holding de tête. Sans succès. Dans ces conditions, les Allemands ne supportaient plus l'épée de Damoclès suspendue au-dessus d'eux: chaque année, à partir de janvier 2009, Areva pouvait les bouter dehors. Les échanges peu amènes sur le nucléaire entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel n'ont bien sûr rien arrangé. Le président français a été très clair avec la chancelière: Siemens ne pouvait envisager de «monter» dans Areva si l'Allemagne maintenait son moratoire sur le nucléaire. De là à dire que les rapports détestables entre Paris et Berlin sont à l'origine du retrait de Siemens... En petit comité, Anne Lauvergeon ne s'en prive pas. Oubliant au passage ses propres maladroites. Quand elle compare Areva au «modèle Nes-

presso», les Allemands ne sont pas dupes. Ils savent que Nestlé gagne plus d'argent en livrant les capsules qu'en livrant la machine à café. Or, chez Areva, Siemens est associé à la fabrication des machines à café (les réacteurs), qui perd de l'argent, mais reste en dehors de la production des capsules (les barres d'uranium), qui en gagne.

Et encore, pas suffisamment! Al'heure de la relance du nucléaire, les investissements d'Areva vont exploser. Pour résoudre la question, Anne Lauvergeon demande depuis des années qu'Areva soit introduit en Bourse. En 2007, avec un nouveau locataire à l'Elysée, la donne a changé, une autre solution est apparue: la fusion avec Alstom, fabricant de trains (le TGV) et de centrales électriques classiques (charbon, gaz, fioul, barrages...). Un Meccano farouchement combattu par Lauvergeon, qui a toujours voulu ménager les intérêts de son allié... Siemens, concurrent direct d'Alstom dans l'énergie, en particulier dans la fourniture de l'ilot conventionnel des centrales nucléaires. L'opposition entre Lauvergeon et Patrick Kron, le PDG d'Alstom, est devenue telle qu'on s'en régale dans les dîners en ville. D'autant qu'elle se pimente des liens – ils se téléphonent tous les jours – avec un ami intime du président de la République, Martin Bouygues, dont le groupe possède 30 % d'Alstom.

En attendant, l'Etat actionnaire n'a pas fait son travail. L'Elysée et Bercy, comme frappés d'immobilisme, n'ont rien décidé. Bizarre? Un rapprochement entre Alstom et Areva serait interprété comme un cadeau à l'ami Bouygues. Et cela équivaldrait à une privatisation (l'Etat contrôle 90 % du capital) au même titre qu'une introduction en Bourse. Opération

### Areva en chiffres

- Chiffre d'affaires: 13,2 milliards d'euros (2008)
- Commandes: 48,2 milliards d'euros (2008)
- Résultat net: 743 millions d'euros (2007)
- Employés: 72 000
- Embauches: 12 000, dont 6 000 en France (2008)

**Des rapports distendus.** Surtout depuis qu'Anne Lauvergeon a refusé le ministère de l'Industrie...

Son départ ne semble toutefois pas à l'ordre du jour.



LUDOVIC/REA

# Ile Sarkozy-Merkel



politiquement sensible à cause des phases d'enrichissement (le Tricastin) et de retraitement (la Hague). Résultat : aujourd'hui, Lauvergeon se trouve dans la pire des situations. Il lui manque de l'argent (2,7 milliards, rien que pour 2009) et, de plus, avant 2012, elle devra dédommager Siemens (2 milliards supplémentaires). Or, pour avoir trop tergiversé, les pouvoirs publics ont perdu les deux fers qu'ils

DENIS/REA

avaient au feu (la solution Alstom et l'augmentation de capital).

« On va perdre notre culotte en Finlande », dit un fonctionnaire de Bercy. La Finlande, ce devait être la vitrine de l'EPR, ce réacteur de nouvelle génération conçu par les ingénieurs d'Areva et de Siemens. Le contrat, signé un peu vite, a été mal évalué (3 milliards d'euros) et le chantier du prototype s'est transformé en borbier. Il accuse trente-

huit mois de retard. Le client, l'électricien finlandais TVO, réclame 2,4 milliards d'euros de dédommagement. Areva conteste et demande l'arbitrage de la chambre de commerce de Stockholm. Pour couronner le tout, Bouygues, qui fournit le béton de la centrale, et Areva se sont chamaillés. Un cauchemar. Quel privé mettrait maintenant 1 euro dans Areva, qui vaut entre 10 et 15 milliards d'euros ? ■■■

## **Chemin de croix.**

Anne Lauvergeon sur le site d'Olkiluoto 3, en Finlande, qui devait être la vitrine de l'EPR. Le chantier du prototype s'est transformé en borbier.

■ ■ ■ Sans même parler des ravages de la crise venue de Wall Street, chacun veut connaître l'addition finlandaise avant de s'engager (Areva aurait déjà provisionné 1 milliard d'euros). D'où la question : peut-on encore sauver le soldat Lauvergeon ?

« D'accord, le président peut couper des têtes, en particulier celles des préfets, dit un de ceux qui pratiquent l'Elysée, mais dans les affaires il ne manie pas le sabre. Ses rapports avec Lauvergeon sont inexistant, mais un départ n'est pas à l'ordre du jour. »

Paradoxalement, la présidente d'Areva peut se féliciter qu'à la tête de l'Etat se trouve un farouche défenseur du nucléaire. N'a-t-il pas sanctuarisé cette énergie lors des Grenelle de l'environnement ? Cette semaine, bravant les protestations des écologistes, il vient même de donner son feu vert à la construction, après celui de Flamanville, dans la Manche, d'un second EPR, à Penly, en Seine-Maritime. Mais cela ne suffit pas. Depuis que Lauvergeon a refusé le ministère de l'Industrie, ses rapports avec le chef de l'Etat se sont distendus. Elle souffre aussi de la proximité du président avec Martin Bouygues et des liens qu'il a tissés avec Patrick Kron dans le sauvetage d'Alstom, l'un de ses plus grands motifs de fierté.

**L'adversité ?** Pas de quoi décourager Lauvergeon. Au contraire, cette combattante de choc, redoutable politique, y puise des forces supplémentaires. Elle est très à l'aise quand il s'agit de guerroyer avec l'administration et les politiques. Dans les semaines qui viennent, elle ne sera pas déçue.

Ce soir-là, Christophe de Margerie, le directeur général de Total, reçoit dans son appartement du 16<sup>e</sup> arrondissement, entre la Muette et Auteuil. Christine Lagarde, la ministre de l'Economie, lui remet la grand-croix d'officier de l'Ordre national du mérite. Nathalie Kosciusko-Morizet est là. Parmi la trentaine de personnes présentes, des familiers, beaucoup d'avocats et de rares PDG, dont Anne Lauvergeon, à qui, dans son discours,



**Alliée.** Christine Lagarde l'apprécie. Cela suffira-t-il à lui garantir le soutien de Bercy ?

Lagarde décerne un mot gentil – les deux femmes s'apprécient. Sympa mais gratuit. Ce soir-là, peut-être – c'était peu après le retrait de Siemens –, Lauvergeon, dans un moment d'égarement, s'est prise à rêver que Total fournisse la solution à ses problèmes de grossous. Le pétrolier, qui possède 1 % d'Areva et se dit, depuis longtemps, intéressé par le nucléaire, serait un partenaire idéal. Rêve vite dissipé. L'ami Christophe n'est pas pressé. Et vient de rappeler qu'il n'a pas envie d'investir dans un groupe public.

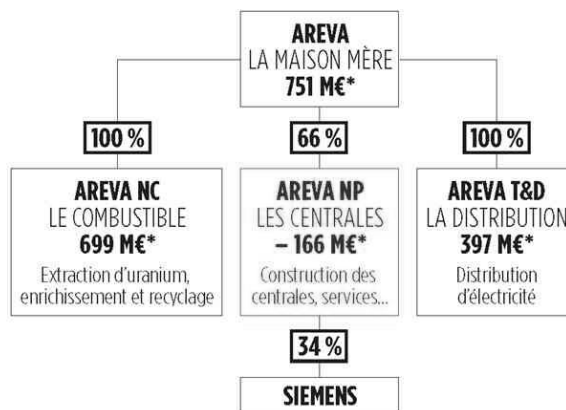
Lauvergeon, que rien ne décourage, est aussi allée frapper à la porte de Technip, groupe d'ingénierie pétrolière et chimique dont le capital est jugé trop atomisé par l'Elysée. Refus à peine poli, là aussi. A défaut d'alliés, Areva pourrait

s'endetter. Pourquoi pas, en effet ? Mais les marchés voient cela d'un mauvais œil. Standard & Poor's, l'une des trois grandes agences de notation mondiale, vient d'ailleurs de dégrader la dette d'Areva.

Coincée, Lauvergeon est forcée de s'en remettre à Bercy, où ses bonnes relations avec Christine Lagarde ne pourront pas tout. Le plus simple serait que l'Etat ou l'une de ses dépendances (la Caisse des dépôts, le fonds souverain...) apporte de l'argent frais. Sauf que, on ne le sait que trop, les caisses sont vides. Alors, Bercy explore d'autres pistes qui n'ont pas l'heur de plaire chez Areva. On suggère par exemple que l'entreprise de Lauvergeon cède une partie de ses participations (Total, GDF-Suez, Safran, Eramet, STMicroelectronics...). Mais, vu l'état de la Bourse, cela s'apparente à une braderie. Autre solution avancée : la cession de T&D, filiale spécialisée dans la transmission électrique rachetée à Alstom. « Quand il s'est agi de sauver Alstom, Lauvergeon n'en voulait pas. Aujourd'hui, elle n'a qu'à la lui rendre. » Pas sûr, cependant, qu'Alstom ait envie de déboursier 4 à 5 milliards d'euros...

Pour l'heure, aucune solution n'est acquise. Le conseil de surveillance d'Areva et son président, Frédéric Lemoine, sont aux aguets. Lauvergeon est sous surveillance rapprochée. Cela à un moment où sa méthode et son style ne font

## Areva ou le « modèle Nespresso »



\* Résultats opérationnels, en millions d'euros, en 2007  
(179 millions d'euros de pertes pour l'ensemble du groupe).

Areva propose tous les services du nucléaire. Il extrait, enrichit et traite l'uranium : c'est l'activité de fabrication des « capsules » confiée à Areva NC. Il construit aussi et entretient dans Areva NP, en perte récurrente, les « machines à café » (les réacteurs). Siemens n'a pas de chance, il est mal placé : il est dans les « machines à café ».

plus vraiment l'unanimité. La présidente d'Areva n'a pas son pareil pour multiplier les effets d'annonce. Elle aime bien s'afficher à Davos ou au Women's Forum, tout comme au Brésil avec Lula ou en Afrique du Sud avec Mandela. Ces jours-ci, on va entendre parler de la lettre d'intention (pour le contrat, on verra plus tard) signée avec l'Inde. Mais, derrière, l'intendance ne suit pas toujours.

**Les retards en Finlande ?** Les ingénieurs maison n'y sont pour rien, c'est la faute du client, il est vrai plutôt tatillon. Le consortium formé avec Total et Suez pour la livraison d'EPR aux Emirats arabes unis ? On attend toujours le résultat de l'appel d'offres, et ce n'est pas gagné. L'accord avec les Chinois pour racheter UraMin, le producteur canadien d'uranium ? Plus d'un an après, il n'est toujours pas formalisé et, au siège d'Areva, on y voit l'effet de la rencontre entre Nicolas Sarkozy et le dalaï-lama qui a tant déplu à Pékin. Le vaste permis minier d'Imouraren obtenu tout récemment au Niger ? Un beau coup, mais il faut maintenant trouver 1,2 milliard d'euros pour en tirer parti. La relance du nucléaire dans le monde ? En 2008, Areva n'a placé aucun réacteur. *« Son style jusqu'ici servait l'entreprise ; aujourd'hui, c'est moins évident. Elle n'est plus fiable »*, commente perfidement un de ses opposants dans l'administration. Les industriels qui travaillent avec elle sont moins agressifs, souvent même élogieux. *« Elle a de l'autorité sur ses troupes, dit l'un d'eux. C'est une formidable vendeuse. Elle est accrocheuse. »* Dans les mois qui viennent, il va lui falloir faire montre de toutes ces qualités. Car les négociations avec Siemens ne s'annoncent pas de tout repos. D'ores et déjà les Allemands, qui, en vertu du pacte d'actionnaires, ne peuvent se lancer eux-mêmes dans le nucléaire, recherchent un nouvel allié. Le russe Atomenergoprom est souvent cité. Si l'opération se faisait, Areva ne tarderait pas à affronter un nouveau et redoutable concurrent. Triste épilogue ■

### **EPR, mode d'emploi**

L'EPR est un réacteur de troisième génération. Fonctionnant à eau pressurisée, il est d'une puissance de 1 650 mégawatts. Il est plus sûr que ses prédécesseurs, car sa coque est conçue pour résister à l'impact d'un avion de chasse. Il consomme moins d'uranium enrichi (17 %) et produit moins de déchets radioactifs de longue durée (15 %). Outre la Finlande (un), il a été commandé en France (Flamanville et Penly) et en Chine (deux). Areva nourrit de gros espoirs en Inde (une lettre d'intention pour deux réacteurs vient d'être signée), en Grande-Bretagne, en Afrique du Sud, dans les Emirats arabes unis et aux Etats-Unis...

## Siemens-Areva à l'heure du divorce

# Les dessous d'un clash

Anne Lauvergeon, patronne d'Areva, a été sonnée par le départ abrupt des alliés allemands, mais reste opposée à la filière nucléaire française intégrée rêvée par l'Elysée

Il aura suffi d'un mail de trois lignes. Trois lignes sèches, sans fioritures, qui vont peser lourd dans les relations franco-allemandes. Signées Peter Löscher, le patron de Siemens, elles signifient brutalement à Anne Lauvergeon, la patronne d'Areva, sa décision de rompre l'alliance entre les deux groupes et de sortir du capital du groupe nucléaire français ! Expédié le 20 janvier au soir, trois jours avant que l'Elysée ne rende l'affaire publique, ce courriel a mis la direction d'Areva en état de choc : « On est restés abasourdis », reconnaît un proche de la présidente... « Vous, vous êtes du genre à quitter la maison en laissant un mot sur la table de la cuisine ! » lance-t-elle au téléphone à son homologue allemand...

**Le coup de grâce**

Il lui en faut beaucoup pour l'abattre, mais cette fois, oui, Anne Lauvergeon est sonnée. « Elle en a vu d'autres », martèle son entourage, qui tente de minimiser le choc. Mais personne n'est dupe. D'autant qu'« Atomic Anne » vient d'encaisser une série de coups qui pourraient bien obscurcir son avenir à la tête du groupe. C'est d'abord son principal actionnaire, l'Etat, qui retoque en décembre dernier son budget pluriannuel. Difficile d'imaginer désaveu plus cinglant. « C'est inouï, glisse un de ses nombreux ennemis. Du jamais-vu pour un patron d'entreprise publique. » C'est ensuite l'échec de sa tentative de rapprochement avec Technip, le groupe de services pétroliers. C'est son client finlandais qui lui demande plus de 2 milliards de pénalités pour le retard pris dans la construction du chantier EPR, dont la facture ne cesse de s'alourdir...

La décision unilatérale de Siemens, actionnaire à 34% d'Areva NP, la filière qui fabrique les réacteurs nucléaires, a été le coup de grâce. Certes, cette clause, inscrite dans

leur pacte d'actionnaires, arrivait à échéance ce 30 janvier. Mais ni le président de la République ni Anne Lauvergeon ne s'attendaient à ce que les Allemands l'exercent dès cette année. « Après EADS, c'est une rupture hautement symbolique et un très mauvais coup pour la coopération franco-allemande », souligne un grand banquier français. Que s'est-il passé pour que les Allemands tournent le dos à la France et préfèrent désormais

n'expliquer pas tout. Difficile d'imaginer qu'Angela Merkel, qui n'a jamais caché son intérêt pour le nucléaire, n'ait pas donné son feu vert à une opération aussi sensible. « C'est très grave », affirme un proche de la Chancellerie convaincu que le principal coupable se trouve... à l'Elysée : les réticences de Sarkozy – qui aurait refusé, il y a un an, une montée en puissance de Siemens dans le capital d'Areva – sont la seule explication au

clash. « Il n'a pas utilisé les dix-huit mois de sa présidence pour résoudre ce problème, jetant au contraire Siemens dans les bras des Russes sitôt le premier EPR vendu. » Vrai ou faux ? Seule certitude : le président de la République n'a jamais caché son intérêt pour la construction d'un géant franco-français qui réunirait la construction de centrales (ex-Framatome) d'Areva avec le fabricant de turbines Alstom, sous la houlette de Bouygues, principal actionnaire... Un Meccano industriel pour lequel milite

ardemment depuis des mois Patrick Kron, patron d'Alstom. Et auquel Anne Lauvergeon s'oppose vigoureusement. La présence de Siemens, ennemi historique et concurrent principal d'Alstom, à son capital était son meilleur bouclier... jusqu'au divorce. Kron va-t-il arriver à ses fins ? Pas si simple. Siemens ne sortira, sauf accord avec Areva, qu'en 2012. Quelle est la valeur de sa participation ? Qui va payer ? Martin Bouygues, dont la capitalisation boursière s'est effondrée, a dit clairement en décembre dernier que l'époque ne se prêtait pas aux grandes opérations industrielles. A fortiori s'il doit débours au moins les 2 milliards que vaudrait la participation de Siemens.

Le géant franco-français n'est pas né. Mais l'axe franco-allemand, lui, est peut-être mort.

**JEAN-GABRIEL FREDET  
et NATACHA TATU**



**Anne Lauvergeon** (médaillon) doit faire face au retard pris dans la construction de l'EPR finlandais (ci-dessus) et Areva est menacé de pénalités de retard

s'allier à un groupe russe pour vendre des centrales ? Orchestré il y a une quinzaine d'années, le mariage entre l'ex-Framatome (aujourd'hui intégré dans Areva) et Siemens devait sceller la naissance d'un géant du nucléaire... En vérité, il aura surtout profité aux Français. « Le nucléaire, c'est 5% de mon activité et 95% de mes ennuis », disait Heinrich von Pierer, l'ancien patron de Siemens, il y a dix ans. Les déboires du chantier finlandais ont enfoncé le clou... « Siemens en a eu assez d'éponger les pertes sans rien pouvoir décider », affirme un bon connaisseur du dossier. Mais ces difficultés industrielles



# Deuxième EPR à Penly La région applaudit

A l'exception des Verts, les élus hauts-normands s'étaient mobilisés pour obtenir ce second EPR français.  
Une compensation pour l'économie régionale fragilisée.



Atout. La centrale de Penly, profilée pour quatre réacteurs, dont seuls deux sont construits, a déjà toutes les infrastructures nécessaires pour accueillir le second EPR.

**U**n investissement de l'ordre de 3,5 milliards d'euros pour une capacité de production de 1650 MW. Début des travaux: 2012. Mise en service du réacteur: 2017. «C'est en tout état de cause ce que souhaite EDF qui déposera ces prochaines semaines un dossier sur ce grand projet à la Commission nationale du débat public», explique la direction du centre nucléaire de production d'électricité de Penly, en Seine-Maritime. Le réacteur sera en tout point identique à celui en cours de construction à Flamanville (Manche).

Le chantier générera plusieurs milliers d'emplois à partir de 2012. Il fera travailler de nombreuses entreprises régionales, notamment celles qui ont participé à la construction des deux centrales nucléaires du département, Penly et Paluel. Leur ouverture a donné lieu à la mise en place de formations en électronique nucléaire et, depuis la rentrée dernière, d'un bac-

calauréat pro «environnement nucléaire». La région Haute-Normandie souhaite créer une vraie filière de formation pour la maintenance nucléaire.

Ce n'est pas là le seul atout de Penly. «Installée en bord de mer, la centrale, qui ne rencontrera aucun problème de refroidissement, avait été profilée pour accueillir quatre réacteurs et seuls

deux ont été construits, rappelle Sébastien Jumel, ardent défenseur du projet et maire (PCF) de Dieppe, la ville voisine de Penly. Il n'y a pas besoin de terrassements et d'expropriations pour conquérir des terrains. Il n'y a pas non plus besoin de lignes à haute tension, le réseau existe déjà.»

Plus largement, le maire de Dieppe exprime sa satisfaction: «C'est une formidable compensation pour notre région, frappée de plein fouet par la crise de l'automobile avec plus de 1200 emplois menacés ou déjà perdus, sans oublier une filière verrière en grande difficulté.» «Cela va redonner le moral à une population inquiète pour l'avenir», confirme Daniel Joffroy, le président (centriste) de la Communauté de communes du Petit-Caux, qui reçoit 21 des 35 millions d'euros annuels de taxe professionnelle versés par EDF (1).

## UN SAVOIR-FAIRE RECONNU

Le président (PS) du conseil régional, Alain Le Vern, est lui aussi satisfait: «La Haute-Normandie dispose d'un savoir-faire reconnu en matière de gestion des risques industriels puisque de nombreuses activités liées à l'énergie y sont implantées de longue date. La région mettra en œuvre tous les moyens de formation nécessaires tant pour le chantier que pour l'après-chantier. Mais cette bonne nouvelle ne doit pas diminuer l'effort pour les énergies renouvelables. Il faut aussi mettre en chantier les projets éoliens en attente.»

Un sentiment partagé par tous les élus de la région, à l'exception des Verts qui dénoncent la politique du «tout-nucléaire». «Cette bouffée d'oxygène, qui confirme notre région comme terre d'énergie, est le résultat de l'union de tous les responsables politiques régionaux, par ailleurs soutenus par une grande partie de la population, explique Antoine Rufenacht, le maire (UMP) du Havre. Nous avons su tirer les leçons de notre défaite lors de l'attribution du premier EPR à Flamanville, faute de consensus politique.» ■ **A ROUEN, PATRICK BOTTOIS**

(1) Les 14 autres millions d'euros de taxe professionnelle acquittés par EDF sont répartis entre la chambre de commerce et d'industrie de Dieppe, le département de Seine-Maritime et la région Haute-Normandie.